

## La stratégie de prévention de Valbonne, un exemple à dupliquer selon la MildeCa

### Prévention des addictions

La mission de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MildeCa) a donné un coup de projecteur au dispositif de prévention des addictions porté par la municipalité de Valbonne (Alpes-Maritimes), mardi 28 avril à Paris. L'occasion d'inviter les professionnels à reproduire ce modèle au sein de leur territoire.

« Les actions de prévention des addictions menées par les collectivités demeurent encore trop ponctuelles, peu évaluées, et présentent des résultats trop souvent hypothétiques. Et certains en déduisent aussitôt que la prévention serait inutile » déplore Danièle Jourdain-Menninger. Bien décidée à relever le niveau des politiques locales, la présidente de la mission de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MildeCa) organisait une rencontre, mardi 28 avril à Paris, consacrée au dispositif de prévention des addictions porté par la municipalité de Valbonne (Alpes-Maritimes).

Fait rare : des professionnels des collectivités territoriales, principalement venus d'Ile-de-France mais également de PACA, se sont donc greffés aux responsables associatifs, médecins et fonctionnaires d'Etat habituellement présents à ces matinées d'échange de la mission. Tous se sont penchés sur la stratégie territoriale mise en oeuvre depuis 2006 par cette ville de près de 13 000 habitants, proche d'Antibes.

#### Une politique d'animation

« A défaut d'avoir une compétence en la matière, nous avons créé une politique communale pour être utiles aux acteurs situés en première ligne. Le rôle d'une municipalité, c'est d'être facilitateur et de permettre à ceux qui interviennent d'être plus efficaces », exhorte Marc Daunis, sénateur-maire (PS) de Valbonne.

Dans la foulée, Catherine Reynaud-Maurupt, la sociologue du Groupe de recherche sur la vulnérabilité sociale (GRVS), en charge du diagnostic initial puis de l'évaluation, en 2014 du dispositif, détaille rapidement l'historique : alerte du service Jeunesse désemparé face à la montée des comportements addictifs mais aussi l'ambiguïté de certaines familles par rapport à des substances comme l'alcool ou le cannabis réputées émancipatrices, portage par l'Atelier Santé Ville dont la mission consiste à réduire les inégalités sociales de santé, sollicitation de la Mutualité française PACA et de l'Agence régionale de Santé, création d'un groupe de travail multi-professionnel impliquant les travailleurs sociaux, les responsables de l'Education nationale, les policiers municipaux, les comités de quartiers ainsi que les parents d'élèves, rattachement du Centre de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) de l'hôpital d'Antibes, etc.

#### Un guide méthodologique pour prendre exemple

« Même si tous les dispositifs locaux ne sont pas automatiquement transposables d'un territoire à l'autre, les problématiques que rencontrent les fonctionnaires territoriaux sont souvent communes. Nous avons donc réalisé un guide méthodologique à partir de l'expérience de Valbonne, permettant d'identifier les freins qu'il faut savoir éviter pour animer correctement ce partenariat ainsi que les conditions structurelles à remplir et

les leviers à activer pour mettre toutes les chances de son côté » explique cette docteure en sciences sociales.

Etablir un **socle de connaissances préalables** – allant des principaux facteurs de risques d'addiction jusqu'aux sources de financements morcelés – et le partager avec les élus pour s'assurer d'un **portage politique**

Il revient aux élus de construire une structure de coordination territoriale, sous l'impulsion de l'Atelier Santé Ville, ou du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, le service Jeunesse ou encore celui en charge de la politique de la ville. « Le portage politique fort et le soutien financier immédiat de la municipalité de Valbonne a, par exemple, renforcé la légitimité de l'initiative. Surtout, cela a mis en évidence les besoins du territoire, rendant l'investissement de l'acteur légitime (le CSAPA d'Antibes) obligatoire et structurant de fait le dispositif » analyse Catherine Reynaud-Maurupt.

#### Définir le périmètre d'intervention

Une réflexion à partir de la carte scolaire démontre que la cible principalement visée par les actions de prévention – des élèves – est issue généralement de quartiers et de communes différentes.

Pour Catherine Reynaud-Maurupt,

« l'échelle intercommunale présente l'avantage de pouvoir adapter la stratégie territoriale aux parcours de vie des jeunes dans le temps, l'espace et l'évolution de leurs pratiques, en fonction de leurs conditions d'existences particulières. »

#### Structurer un réseau de partenaires

– mélangeant fin connaisseurs du territoire et des habitants, dont les élus concernés par la santé, la jeunesse et la sécurité, services médicaux, sociaux et éducatifs, experts en addictologie et financeurs potentiels.

Le GRVS salue « l'efficacité des stratégies transversales, associant différents acteurs de champs d'intervention différents permettant la mise en oeuvre d'actions différentes. Sachant, qui plus est, qu'une action isolée suscite certes beaucoup de satisfaction, mais a peu de chances d'avoir un impact sur la modification des comportements. »

#### ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Organiser la **formation des acteurs de proximité**, et réaliser un diagnostic territorial permettant la construction d'un référentiel commun et la **co-construction d'une stratégie concertée**

**Mobiliser l'ensemble de la population**

Regroupant la majeure partie de la technopole de Sophia Antipolis mais aussi 30% de logements sociaux et un territoire en veille de la politique de la ville, Valbonne a ainsi dû instituer l'organisation de garderies. « Je peux faire de la démocratie participative à tire-larigot dans ma ville : seule les catégories sociales supérieures, déjà fortement représentées au conseil municipal, viendront à ces réunions. De ce point de vue, l'idée d'ouvrir une garderie – qui peut paraître bête d'un point de vue méthodologique – les soirs de réunion s'est révélé déterminante pour attirer également des fa-

milles monoparentales du quartier de Garbejaire » se félicite Marc Daunis.

Constitution de **groupes de travail thématiques**, sur la parentalité, l'accompagnement scolaire, la vie étudiante, etc.

« Cela ne sert à rien de vouloir créer un objet nouveau à tout prix. Le guide que nous vous proposons cherche à articuler les différentes actions pour mieux travailler ensemble. L'idée est toute simple : décroisonner les pratiques des professionnels, prendre en compte le déroulement des parcours de vie et la mobilité des jeunes habitants, et multiplier les portes d'entrée vers la prise en charge » résume la sociologue Catherine Reynaud-Maurupt. ■

*par Hugo Soutra*

## Références

Guide sur la « Prévention des conduites addictives destinée aux jeunes : structurer et mettre en oeuvre une stratégie territoriale », réalisé par le Groupe de recherche sur la vulnérabilité sociale (GRVS)

